



**Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires**

**RENSEIGNEMENTS ACTUALISÉS SUR LE FONCTIONNEMENT  
DU FONDS POUR L'APPLICATION DES NORMES ET LE  
DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE**

NOTE DU SECRÉTARIAT<sup>1</sup>

**1 PRÉSENTATION**

1.1. Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF) aide les pays en développement à renforcer leur capacité à mettre en œuvre les normes et les prescriptions internationales en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, de santé animale et de préservation des végétaux afin d'obtenir et de maintenir un accès aux marchés. En tant que principale plate-forme de coordination et de partage des connaissances dans le domaine SPS, le STDF repère et fait connaître les bonnes pratiques, mobilise des ressources et travaille à des solutions coordonnées et cohérentes. Il apporte également un soutien et un financement en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de projets dans le domaine SPS.

1.2. Les partenaires fondateurs du STDF sont l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui héberge et gère le Fonds. D'autres organisations menant des activités de coopération technique dans le domaine SPS, des donateurs contribuant au fonds d'affectation spéciale du STDF et des experts de pays en développement participent activement aux travaux du STDF. Les Secrétariats de la Commission du Codex Alimentarius et de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) y participent également.

1.3. Les délégués qui souhaitent obtenir des renseignements supplémentaires sur le STDF sont invités à en consulter le site Web et à s'abonner à sa liste de diffusion électronique.<sup>2</sup> La prochaine réunion du Groupe de travail du STDF se tiendra les **20 et 21 mars 2017**.

**2 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS SPS: NOUVELLES NOTES D'INFORMATION ET EXEMPLES DE RÉSULTATS DE PROJETS**

2.1. Jouant son rôle de plate-forme de partage des savoir-faire existants et des bonnes pratiques dans le domaine SPS, le STDF a récemment publié deux notes d'information:

- a. La note intitulée "Solutions pour un commerce inclusif: les femmes et le renforcement des capacités SPS" montre comment le partenariat mondial du STDF contribue à renforcer les capacités des femmes concernant les questions SPS grâce à son pôle de connaissances et à ses projets sur le terrain.<sup>3</sup> Les projets du STDF aident les femmes qui travaillent dans des chaînes de valeur agricoles à surmonter les obstacles en comblant le déficit de connaissances concernant les questions SPS et en accédant au marché intérieur et aux marchés d'exportation. Des exemples de travaux du STDF dans ce domaine ont été présentés lors d'une table ronde de haut niveau organisée pendant la "Journée internationale de la femme à l'OMC", le 8 mars 2017.

<sup>1</sup> Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

<sup>2</sup> Voir: <http://www.standardsfacility.org/fr>.

<sup>3</sup> Voir <http://www.standardsfacility.org/women-sps-capacity>.

- b. La note intitulée "Établissement de partenariats avec le secteur privé: obtenir des résultats dans le domaine SPS" traite de la manière dont les projets du STDF améliorent la capacité du secteur privé à mettre en œuvre les mesures SPS et à tirer parti des possibilités commerciales.<sup>4</sup> Un large éventail de projets du STDF contribue au développement du secteur privé, qui joue un rôle clé dans la commercialisation des produits agricoles, la génération d'une croissance économique et la création d'emplois. Cette note et les exemples de travaux du STDF ont tenu une place importante à la Conférence annuelle de l'Initiative mondiale de la sécurité alimentaire (Global Food Safety Initiative (GFSI)), qui s'est tenue du 28 février au 2 mars 2017.<sup>5</sup>

2.2. Le STDF a aussi établi et publié un certain nombre de présentations de résultats obtenus dans le cadre de projets sous le titre "Renforcer les capacités SPS, produire des résultats", qui soulignent les résultats et les incidences des projets du STDF sur le terrain en Afrique, en Asie et en Amérique latine.<sup>6</sup> D'autres présentations de résultats obtenus dans le cadre de projets sont en cours de préparation et seront communiquées et publiées sur le site Web au cours des prochains mois.

### 3 CERTIFICATION ÉLECTRONIQUE DANS LE DOMAINE SPS

3.1. En juin 2016, le STDF a organisé un séminaire sur la certification électronique dans le domaine SPS en marge de la réunion du Comité SPS. Le séminaire a réuni plus de 150 participants issus de Membres de l'OMC, d'organisations internationales et d'entreprises multinationales. Les intervenants ont partagé les connaissances les plus récentes et les bonnes pratiques concernant les systèmes automatisés utilisés à travers le monde et leurs effets sur la facilitation des échanges, grâce à la réduction des délais et des coûts.<sup>7</sup> Ces travaux du STDF ont suscité un grand intérêt jusqu'à présent.

3.2. Le STDF prévoit d'organiser une activité parallèle sur la certification électronique dans le domaine SPS pendant le sixième Examen global de l'Aide pour le commerce, qui se tiendra à l'OMC du 11 au 13 juillet 2017 et qui aura pour thème "Promouvoir la connectivité". Les délégués chargés des questions SPS auront l'occasion de participer à cette activité étant donné que la prochaine réunion du Comité SPS se tiendra la même semaine. L'objectif de cette activité sera de poursuivre en toute connaissance de cause le dialogue sur la mise en œuvre de la certification électronique dans le domaine SPS, d'identifier les bonnes pratiques et d'examiner les difficultés à aider les pays en développement et à leur permettre de passer sans heurts de systèmes de contrôle SPS sur papier à des systèmes de contrôle SPS automatisés ainsi que les possibilités qui s'offrent à cet égard. De plus amples renseignements sur l'Examen global de l'Aide pour le commerce seront communiqués sur le site Web de l'OMC au cours des prochaines semaines. Les délégués seront aussi informés de la manifestation parallèle du STDF grâce à la liste de diffusion électronique SPS.

### 4 ANALYSE CONJOINTE CIR/STDF SUR LES QUESTIONS SPS DANS LES EDIC

4.1. Le STDF et le Secrétariat du Cadre intégré renforcé (CIR)<sup>8</sup> ont entrepris une étude conjointe dans laquelle ils analysent la manière dont les questions SPS sont traitées dans les études diagnostiques du CIR sur l'intégration du commerce (EDIC)<sup>9</sup> et définissent les bonnes pratiques pour les futures études et leur mise en œuvre. Cette étude présente les bonnes pratiques et comprend plusieurs recommandations stratégiques et pratiques pour améliorer l'analyse des questions SPS dans le processus EDIC, renforcer la capacité à mettre en œuvre des actions SPS et encourager les synergies entre les processus relevant du CIR et du STDF. Il y est notamment recommandé de mieux utiliser les outils pertinents d'évaluation des capacités dans le domaine SPS

<sup>4</sup> Voir <http://www.standardsfacility.org/partnering-private-sector>.

<sup>5</sup> Voir <http://www.tcgffoodsafety.com/>.

<sup>6</sup> Voir <http://www.standardsfacility.org/stdf-results-series>.

<sup>7</sup> Des renseignements complémentaires sur le séminaire, y compris les présentations et un podcast, sont disponibles à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/sps-ecert>.

<sup>8</sup> Le CIR est un programme de renforcement des capacités commerciales pour les pays les moins avancés (PMA). Des renseignements complémentaires sont disponibles à l'adresse suivante: <http://www.enhancedif.org/fr/about/how-does-it-work>.

<sup>9</sup> L'EDIC est la pierre angulaire des activités du CIR dans les PMA s'agissant de l'intégration et de l'incorporation du commerce dans les plans nationaux de développement. L'EDIC constitue la base de toutes les interventions ultérieures et établit les priorités en vue d'accroître les exportations des PMA.

et d'examiner les moyens de faire participer activement les organismes et ministères chargés des questions SPS au niveau national, ainsi que les organisations internationales (comme la FAO et l'OIE) au processus de l'EDIC. Une note d'information CIR/STDF indiquant la portée de ces travaux conjoints, leurs conclusions et les recommandations en résultant est disponible sur les sites Web du CIR et du STDF.<sup>10</sup> L'étude sera publiée prochainement sur les sites Web du CIR et du STDF.

## 5 ÉTABLISSEMENT DE PRIORITÉS EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENTS DANS LE DOMAINE SPS POUR L'ACCÈS AUX MARCHÉS (P-IMA)

5.1. En 2016, le STDF a publié le guide de l'utilisateur intitulé "Établissement de priorités dans les investissements dans le domaine SPS pour l'accès aux marchés (P-IMA): un cadre pour éclairer et améliorer les processus de prise de décisions dans le domaine SPS". Une séance d'information sur le cadre P-IMA a été organisée pour plus de 100 délégués chargés des questions SPS en marge de la réunion du Comité SPS en mars 2016. Jusqu'à présent, le cadre a été utilisé pour établir des priorités parmi les options d'investissement dans le domaine SPS dans plusieurs pays en développement qui diffèrent considérablement par l'ampleur et la diversité de leurs exportations de produits alimentaires et agricoles, et par leurs besoins en matière de renforcement des capacités SPS.<sup>11</sup> Les expériences en ont mis en lumière les avantages, par exemple pour faciliter le dialogue public-privé sur les questions SPS, mieux sensibiliser les responsables politiques aux avantages du renforcement des capacités SPS, éclairer et améliorer les processus nationaux de planification et de prise de décisions dans le domaine SPS, soutenir l'élaboration de projets et mobiliser des ressources financières supplémentaires.

5.2. Le guide de l'utilisateur du cadre P-IMA et une courte note d'information peuvent être téléchargés sur le site Web du STDF.<sup>12</sup> Les délégués des pays en développement qui souhaiteraient obtenir des renseignements supplémentaires sur la manière d'utiliser le cadre P-IMA et d'en tirer parti sont invités à contacter le Secrétariat du STDF.

## 6 ÉLABORATION DES PROJETS

6.1. Le STDF fournit des conseils et un soutien aux requérants sur les questions relatives à l'élaboration de projets dans le domaine SPS et finance des dons pour l'élaboration de projets (DEP). Des DEP pouvant aller normalement jusqu'à 50 000 dollars EU sont disponibles pour aider les bénéficiaires à formuler leurs besoins SPS et à élaborer des propositions de projet techniquement solides et durables. Ces dons peuvent être demandés aux fins suivantes: i) application d'outils d'évaluation des capacités SPS et d'établissement de priorités en la matière; ii) réalisation d'études de faisabilité précédant l'élaboration du projet, afin d'évaluer les effets potentiels et la viabilité économique des propositions (coûts et avantages escomptés); et iii) élaboration de propositions de projet susceptibles d'être financées par d'autres donateurs et/ou par le STDF.

6.2. Depuis sa création, le STDF a approuvé et financé **81 DEP** au total. Des renseignements concernant les DEP en cours et passés sont disponibles sur le site Web du STDF.<sup>13</sup> Le Groupe de travail du STDF pourra accepter de financer d'autres dons pour l'élaboration de projets à sa prochaine réunion, qui se tiendra les 20 et 21 mars 2017.

## 7 MISE EN ŒUVRE DES PROJETS

7.1. Des dons pour la réalisation de projets sont aussi disponibles auprès du STDF. Sont considérés d'un œil favorable les projets mettant l'accent sur un ou plusieurs des aspects suivants: i) l'identification, l'élaboration et la diffusion de bonnes pratiques en matière de coopération technique dans le domaine SPS, y compris les projets qui conçoivent et appliquent des approches novatrices et reproductibles; ii) les approches régionales pour remédier à des contraintes SPS; et/ou iii) la mise en œuvre d'approches collaboratives englobant la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la santé animale, la préservation des végétaux et le commerce.

<sup>10</sup> Voir: [http://www.standardsfacility.org/sites/default/files/STDF\\_Briefing\\_no12\\_FR.pdf](http://www.standardsfacility.org/sites/default/files/STDF_Briefing_no12_FR.pdf).

<sup>11</sup> Belize, Éthiopie, Malawi, Mozambique, Namibie, Ouganda, Rwanda, Seychelles, Viet Nam et Zambie.

<sup>12</sup> Voir: <http://www.standardsfacility.org/p-ima>.

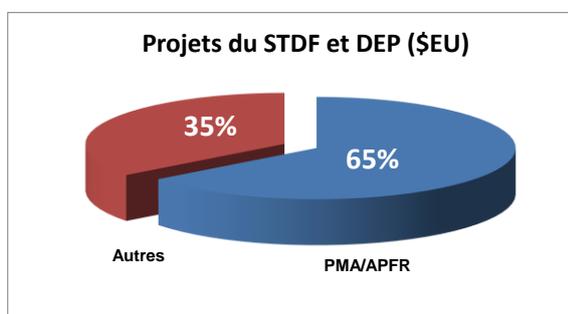
<sup>13</sup> Voir: <http://www.standardsfacility.org/projectpreparationgrants>.

7.2. Les bénéficiaires doivent contribuer au projet -- avec leurs propres moyens, soit par une mise de fonds, soit par des contributions en nature telles que la mise à disposition de personnel, de locaux, de véhicules ou d'autres avoirs déjà existants.

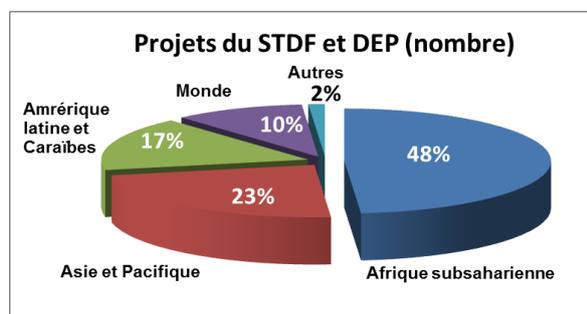
7.3. Depuis sa création, le STDF a approuvé le financement de **76 projets** au total. Des renseignements concernant les dons pour la réalisation de projets (DRP) en cours et achevés sont disponibles sur le site Web du STDF.<sup>14</sup> En fonction des ressources financières disponibles du fonds d'affectation spéciale du STDF, le Groupe de travail du STDF pourra accepter de financer d'autres projets et DEP à sa réunion suivante, qui se tiendra les 20 et 21 mars 2017.

7.4. **L'annexe 1** contient un aperçu des projets du STDF et des DEP en cours. Depuis sa création, le STDF a consacré 65% des ressources destinées aux projets et aux DEP aux PMA et à d'autres pays à faible revenu (APFR), comme le montre la figure 1 ci-dessous. Il atteint donc régulièrement son objectif, qui est de consacrer au moins 40% des ressources destinées aux projets et aux DEP aux PMA et aux APFR. En particulier, la part des ressources destinées aux DEP attribuée aux PMA et aux APFR reste élevée (78% du budget global consacré aux DEP).

**Figure 1: Projets du STDF et DEP (\$EU)**



**Figure 2: Projets du STDF et DEP (nombre)**



7.5. La figure 2 ci-dessus indique que 48% des projets du STDF et de DEP concernent l'Afrique subsaharienne, 23% l'Asie et 17% l'Amérique latine et les Caraïbes. En outre, 10% des projets du STDF et des DEP sont classés comme mondiaux.

7.6. Les demandes de financement par le STDF peuvent être présentées à tout moment de l'année, mais doivent être reçues au moins 60 jours ouvrables avant chaque réunion du Groupe de travail pour pouvoir être examinées à cette réunion. La prochaine date limite pour la présentation des demandes est le **4 août 2017**. De plus amples renseignements sur les critères d'admissibilité, les formulaires de candidature, etc., sont disponibles sur le site Web du STDF.

Étapes qu'il est recommandé de suivre pour demander le financement de projets par le STDF ou de DEP:

1. Consultez nos pages consacrées aux DEP <http://www.standardsfacility.org/fr/projectpreparationgrants> et aux projets <http://www.standardsfacility.org/fr/projectgrants> pour voir des exemples antérieurs.
2. Lisez attentivement notre note d'orientation pour la présentation de demandes: [http://standardsfacility.org/sites/default/files/STDFGuidanceNote\\_French\\_FINAL\\_2015.pdf](http://standardsfacility.org/sites/default/files/STDFGuidanceNote_French_FINAL_2015.pdf).
3. Consultez les parties prenantes pertinentes de votre pays/région.
4. Envoyez-nous une brève note descriptive sur le projet que vous envisagez ([STDFSecretariat@wto.org](mailto:STDFSecretariat@wto.org)) pour obtenir en retour des informations sur son admissibilité éventuelle et ses chances de financement.
5. Remplissez un formulaire de candidature ("<http://www.standardsfacility.org/fr/formulaires-de-demande>") et renvoyez-le par voie électronique avant la date limite.

<sup>14</sup> Voir: <http://www.standardsfacility.org/projectgrants>.

## ANNEXE 1

### APERÇU DES PROJETS ET DES DONNS POUR L'ÉLABORATION DE PROJETS DU STDF EN COURS

#### PROJETS

Code de projet	Titre	Bénéficiaire	Entité/Personne chargée de la mise en œuvre	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/242	Stratégie visant à renforcer le système SPS aux Comores	Comores	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	17 septembre 2012	31 décembre 2017	1 033 673 \$
STDF/PG/303	Étude régionale de l'alimentation totale pour l'Afrique subsaharienne	Bénin, Cameroun, Mali, Nigéria	FAO	1 <sup>er</sup> avril 2014	30 septembre 2017	1 063 708 \$
STDF/PG/316	Renforcement du contrôle phytosanitaire et des services de diagnostic en Azerbaïdjan	Azerbaïdjan	FAO/CIPV	1 <sup>er</sup> septembre 2014	31 août 2018	1 000 000 \$
STDF/PG/345	Programme régional pour la sécurité alimentaire humaine et animale	Argentine, Brésil, Chili, Costa Rica, Mexique, Paraguay, Pérou, Uruguay	Association latino-américaine des fabricants d'aliments pour animaux (FEEDLATINA)	15 février 2014	14 février 2018	991 100 \$
STDF/PG/346	Élimination des obstacles, facilitation des échanges entre les États membres du COMESA	Membres du COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)	1 <sup>er</sup> novembre 2014	31 octobre 2017	820 628 \$
STDF/PG/359	Renforcement des capacités en Afrique en vue du respect des prescriptions à l'exportation en matière de pesticides	Bénin, Cameroun, Ghana, Kenya, Mali, Ouganda, Sénégal, Tanzanie, Zambie	Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine (UA-BIRA)	1 <sup>er</sup> mai 2013	30 avril 2017	446 150 \$
STDF/PG/401	Formation de facilitateurs de l'évaluation des capacités phytosanitaires	Pays en développement	CIPV	1 <sup>er</sup> avril 2014	30 septembre 2017	655 436 \$
STDF/PG/432	Renforcement des systèmes d'information pour la surveillance et le signalement des organismes nuisibles dans la région Asie-Pacifique	Cambodge, Malaisie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République démocratique populaire lao, Thaïlande, Viet Nam	Département australien de l'agriculture et des ressources en eau	1 <sup>er</sup> décembre 2016	31 décembre 2019	897 595 \$
STDF/PG/460	Mise en œuvre de la NIMP n° 15	Botswana, Cameroun, Kenya, Mozambique	Institut international d'études sociales – Université Erasmus de Rotterdam	1 <sup>er</sup> février 2015	31 juillet 2017	278 870 \$

Code de projet	Titre	Bénéficiaire	Entité/Personne chargée de la mise en œuvre	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/486	Amélioration de la sécurité sanitaire des aliments et de la conformité aux mesures SPS afin d'accroître les revenus d'exportation de la chaîne de valeur des graines oléagineuses au Myanmar	Myanmar	Centre du commerce international (ITC)	17 août 2015	16 août 2018	736 671 \$
STDF/PG/489	Assistance technique dans le domaine SPS et en faveur de la chaîne de valeur afin d'améliorer l'accès aux marchés pour les pêcheries artisanales et de petite taille en Afrique de l'Ouest	Côte d'Ivoire, Guinée, Mauritanie, Sénégal	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	1 <sup>er</sup> septembre 2015	31 août 2017	910 714 \$
STDF/PG/495	Accréditation des tests de diagnostic en laboratoire pour les maladies animales dans les pays membres de l'OIRSA	Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, République dominicaine	Organisme international régional contre les maladies des plantes et des animaux (OIRSA)	1 <sup>er</sup> mars 2016	28 février 2019	793 300 \$
STDF/PG/502	Renforcement régional pour la mise en œuvre des mesures phytosanitaires et l'accès aux marchés dans les pays membres du COSAVE	Argentine; Bolivie, État plurinational de; Brésil; Chili; Paraguay; Pérou; Uruguay	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA)	1 <sup>er</sup> novembre 2015	31 octobre 2018	985 700 \$
STDF/PG/504	ePhyto: renforcer la sûreté du commerce des plantes et des produits d'origine végétale	Pays en développement	FAO-CIPV	15 décembre 2016	14 décembre 2019	1 000 000 \$
STDF/PG/515	Traçabilité de la filière du miel au Guatemala	Guatemala	Direction de la sécurité sanitaire des produits alimentaires – Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation (MAGA) du Guatemala	15 décembre 2015	14 décembre 2017	45 400 \$
STDF/PG/521	Renforcement de la capacité du Laboratoire national de santé publique à fournir des services favorisant l'accès aux marchés pour les exportateurs salomoniens de poissons.	Îles Salomon	FAO	À déterminer	À déterminer	291 634 \$

## DONS POUR L'ÉLABORATION DE PROJETS (DEP)

Code de projet	Titre	Bénéficiaire	Entité/Personne chargée de la mise en œuvre	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PPG/375	Élaboration d'un projet pour la mise en place d'une stratégie nationale dans le domaine SPS au Togo	Togo	M. Antoine Nguz (consultant)	15 juin 2016	15 décembre 2016	38 000 \$
STDF/PPG/392	Intégration des questions SPS en Sierra Leone: une approche globale de la chaîne alimentaire pour développer le système national de gestion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires	Sierra Leone	FAO	1 <sup>er</sup> novembre 2013	À approuver	39 000 \$
STDF/PPG/431	Gestion de l'aflatoxine dans le piment au Pakistan	Pakistan	FAO	1 <sup>er</sup> mai 2015	30 avril 2016	34 000 \$
STDF/PPG/435	Renforcement du respect des prescriptions SPS dans la production de sésame au Soudan en vue d'améliorer l'accès aux marchés internationaux	Soudan	ONUUDI	1 <sup>er</sup> juin 2015	31 mars 2016	50 000 \$
STDF/PPG/447	Élaboration d'une proposition de projet pour répondre aux besoins en capacités SPS, en mettant l'accent sur le système national de sécurité sanitaire des produits alimentaires du Tadjikistan	Tadjikistan	ITC	1 <sup>er</sup> octobre 2015	30 septembre 2016	40 600 \$
STDF/PPG/461	Mise en place d'un Centre d'excellence sanitaire et phytosanitaire pour les pays et territoires insulaires du Pacifique	Pays et territoires insulaires du Pacifique	Secrétariat de la Communauté du Pacifique – Division des ressources terrestres	À déterminer	À déterminer	50 000 \$
STDF/PPG/477	Amélioration des capacités sanitaires et facilitation des exportations de bétail et de produits de l'élevage en Éthiopie	Éthiopie	Ministère de l'agriculture, Département du développement de l'élevage, Direction des services vétérinaires	11 mai 2015	À approuver	37 500 \$
STDF/PPG/481	Renforcer les capacités phytosanitaires dans le secteur horticole en Zambie	Zambie	Mme Ruth Frampton (consultante)	1 <sup>er</sup> novembre 2015	À approuver	31 380 \$

Code de projet	Titre	Bénéficiaire	Entité/ Personne chargée de la mise en œuvre	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PPG/516	Analyse coût-avantages de la création d'une zone ou d'un compartiment indemne de fièvre aphteuse en Tanzanie	Tanzanie	Royal Veterinary College, Royaume-Uni	7 septembre 2016	31 mars 2017	48 500 \$
STDF/PPG/517	Renforcement des capacités et partage de connaissances pour résoudre les problèmes SPS dans le secteur des épices en Inde	Inde	Mme Shashi Sareen (consultante) et Office indien des épices	19 décembre 2016	31 mai 2017	35 680 \$
STDF/PPG/534	Élaboration d'une proposition de projet pour développer la traçabilité et l'identification du bétail en Mongolie	Mongolie	M. Hans Schild (consultant) et Sustainable Development Consulting, Mongolie	4 avril 2016	31 août 2016	49 750 \$
STDF/PPG/535	Répercussions de l'assistance technique axée sur l'exportation dans le domaine SPS sur la situation nationale en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires	Monde	Michigan State University (MSU)	1 <sup>er</sup> mars 2017	1 <sup>er</sup> mars 2018	75 000 \$
STDF/PPG/539	Élaboration d'un projet de système de classification en matière de biosécurité et d'enregistrement des laboratoires SPS au Guatemala	Guatemala	Association guatémaltèque des exportateurs (AGEXPORT), Guatemala	À déterminer	À déterminer	49 812 \$
STDF/PPG/543	Renforcement de la capacité du secteur ougandais des fruits et légumes à respecter les prescriptions phytosanitaires européennes	Ouganda	M. Huub Stoetzer (consultant)	15 mars 2017	31 juillet 2017	35 000 \$
STDF/PPG/548	Renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires nationales de la RDP lao pour favoriser l'accès aux marchés de l'Union européenne et à d'autres marchés potentiels pour les fruits et légumes frais	République démocratique populaire lao	Centre international pour l'agriculture et les sciences biologiques (CABI)	À déterminer	À déterminer	48 400 \$
STDF/PPG/550	Étude de faisabilité concernant la création d'un compartiment pour la production de viande fraîche au Zimbabwe	Zimbabwe	Royal Veterinary College, Royaume-Uni	16 septembre 2016	31 mars 2016	45 000 \$

Code de projet	Titre	Bénéficiaire	Entité/Personne chargée de la mise en œuvre	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PPG/553	Formation de producteurs de café et de cacao modèles en Papouasie-Nouvelle-Guinée en vue de l'adoption des bonnes pratiques agricoles et du respect des prescriptions SPS, afin de stimuler le commerce	Papouasie-Nouvelle-Guinée	M. Andrew Graffham (consultant)	1 <sup>er</sup> novembre 2016	30 avril 2017	50 000 \$
STDF/PPG/561	Élaboration d'une proposition de projet pour accroître l'accès aux marchés en renforçant la capacité d'inspection et de diagnostic phytosanitaires du Service national d'inspection et de quarantaine phytosanitaires de la République du Tadjikistan	Tadjikistan	FAO	À déterminer	À déterminer	43 900 \$
STDF/PPG/567	Élaboration d'une proposition visant l'établissement et le maintien de zones de production de fruits exemptes ou à faible prévalence de mouches des fruits en Afrique australe	Pays d'Afrique australe	Direction de la préservation des végétaux, Département de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche, Afrique du Sud	À déterminer	À déterminer	50 000 \$
STDF/PPG/569	Élaboration d'une proposition de projet pour promouvoir le respect des prescriptions SPS internationales en République kirghize	République kirghize	Association des entreprises de l'industrie alimentaire de la République kirghize	1 <sup>er</sup> mars 2017	30 septembre 2017	44 790 \$
STDF/PPG/577	Atténuation de la contamination au cadmium et décontamination des fèves de cacao en Amérique latine et dans les Caraïbes	Colombie, Équateur, Pérou, Trinité-et-Tobago	Organisation internationale du cacao (ICCO)	15 mars 2017	15 mars 2018	61 124 \$